

## «Des dents malades ont un impact global»

Les professionnels qui soutiennent l'initiative en font une question de santé publique. Pour eux, distinguer la santé des dents et du corps est une aberration. C'est aussi un principe de solidarité, alors que des facteurs socio-économiques (revenu, éducation, addictions, etc.) ont un impact sur la santé dentaire.

### Risques médicaux

Principal argument, le mauvais état de santé des dents influence le reste de l'organisme. «Le risque est plus élevé de faire des infections et notamment des abcès, qui risquent alors d'entraîner des infections systémiques», estime Blaise Genton, le chef du service des maladies infectieuses du CHUV. Le risque est de voir des bactéries circuler dans tout le corps et former parfois des embolies septiques, c'est-à-dire des amas de bactéries qui vont se bloquer dans les organes. «L'un des cas les plus fréquents est l'endocardite, une inflammation des valves du cœur due à des bactéries qui s'y déposent et vont altérer leur fonction», ajoute Blaise Genton.

Chez les seniors, une mauvaise dentition peut entraîner une malnutrition. Chez les enfants, des caries peuvent provoquer des carences en fer, tandis qu'une mauvaise dentition peut entraîner un retard de langage.

### Solidarité et santé publique

«Oui, l'état de santé dentaire est excellent, mais chez les person-



**Brigitte Crottaz, diabétologue, conseillère nationale socialiste.** ARC/JEAN-BERNARD SIEBER



**Blaise Genton, chef du service des maladies infectieuses du CHUV.** JEAN-BERNARD SIEBER



**Jacques Chapuis, directeur de l'Institut et Haute École de santé La Source.** ODILE MEYLAN

nes qui peuvent aller chez le dentiste», ajoute Brigitte Crottaz, diabétologue et conseillère nationale socialiste. «Environ 10% de la population renoncet

aux soins pour des raisons financières. Les enfants apprennent les bons gestes de prévention à l'école. Mais quand ils deviennent adultes, ils les oublient.» On touche là à un argument qui mêle médical et philosophie. Pour garantir une bonne santé à toute la population dans un contexte de soins onéreux, la solidarité est indispensable. «Avec le système de la LAMal pour l'assurance maladie de base, on a considéré que les personnes malades ont besoin de solidarité», rappelle Jacques Chapuis, le directeur de l'Institut et Haute École La Source. «Or on en exclut un pan entier de l'organisme. La Société des médecins dentistes dévalorise des arguments basés sur la responsabilité individuelle. Si on va jusqu'au bout, cela signifie qu'elle soutiendra toute initiative pour supprimer le système d'assurance de la santé.»

### Les salaires des dentistes

Selon les partisans, les dentistes s'opposent à une assurance par crainte pour leurs revenus. «Ils veulent garder leur liberté de choisir les soins qu'ils prodiguent et les tarifs en fonction du patient en face d'eux», critique Brigitte Crottaz. Quant à Jacques Chapuis, il souligne: «Je comprends qu'ils s'inquiètent pour leur pratique et leurs marges. Cette assurance ne signifie pas une cantonalisation du système de soins, mais une réorganisation. La médecine privée ne va pas disparaître.»

Dentistes, ORL et hygiénistes dentistes s'opposent à une assurance pour deux raisons principales: la santé dentaire des Vaudois est bonne et une assurance risque de faire baisser la qualité des soins.

### Miser sur la prévention

Parmi les signes d'une bonne santé dentaire générale, les dentistes rappellent par exemple que le taux de carie est en baisse depuis 40 ans en Suisse et que 60% des enfants de 12 ans n'en ont aucune. Pour les dentistes, des gestes simples (brossage quotidien des dents et détartrage régulier) permettent d'éviter la plupart des soucis dentaires, sauf des cas particuliers. Il faut donc miser sur la prévention. «Le principe et la philosophie de la médecine traditionnelle et de la médecine dentaire sont différents sur un aspect essentiel», estime Bertrand Dubrez, le président de la Société vaudoise des médecins dentistes (SVMD). «La LAMal est une assurance qui couvre des affections inévitables, y compris les affections bucco-dentaires mais laisse peu de place à la prévention. De notre côté, nous mettons un accent très fort sur la prophylaxie, ce qui a permis de maîtriser les coûts de la médecine dentaire, contrairement à l'explosion des dépenses de l'assurance-maladie obligatoire.»

Président du Groupement des ORL vaudois, Arido Agrifoglio abonde: «Les initiants peignent

## «La qualité des soins risque de baisser»



**Bertrand Dubrez, président de la Société vaudoise des médecins dentistes.** KEYSTONE

pas le cas et les problèmes sont souvent liés à une mauvaise hygiène. Nous examinons passablement de bouches. L'état de santé dentaire et buccal ne justifie pas une assurance obligatoire avec des soins reposant sur le principe de l'arrosage.»

### Baisse de qualité

Autre risque invoqué: une possible diminution de la qualité des soins. Sandy Barroso Deillon, présidente de la section romande de l'association Swiss Dental Hygienists, est claire: «Un rendez-vous d'hygiéniste dure en général une heure. Si une assurance obligatoire revoyait nos prestations à la baisse, avec un tarif qui couvrirait par exemple une demi-heure, cela signifierait que nous ne pourrions pas travailler comme il le faut et que la qualité des soins baisserait. Nous craignons aussi une baisse de la vigilance des patients.»

### Pas de crainte pour le salaire

Et l'argument des salaires, invoqué par les partisans? Les dentistes le réfutent. «Ce point n'est pas au cœur de nos préoccupations et n'est pas à la base de notre position, commente Bertrand Dubrez. La diminution de revenus induite par une baisse de la tarification serait compensée par une augmentation des volumes de traitements et des contrôles. Un tarif plus bas donc, mais des gestes plus simples et plus rapides, ne concernant que des soins de base.»



**Sandy Barroso, présidente de la section romande de l'association des hygiénistes.** OR

le diable sur la muraille, comme si l'état de santé dentaire était catastrophique, comme s'il s'agissait d'un problème de santé publique majeur. Ce n'est

PUBLICITÉ

www.guidecloisirs.ch

Samedi dans

**24 heures**

## Grand Conseil On n'en a pas fini avec l'amiante

Le député Guy Gaudard (PLR) se soucie de la présence d'amiante dans les habitations. Il a déposé

## Fait rare dans le paysage médiatique, le Groupe Rouge soutient «No Billag»